

MESSAGE N° 33

1^{er} octobre 2002

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement pour la transformation et l'aménagement du bâtiment L'Industrielle sis à la route des Arsenaux 17, à Fribourg, et destiné au Registre cantonal du commerce

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à la transformation et à l'aménagement du bâtiment situé à la route des Arsenaux 17 (anciennement L'Industrielle) à Fribourg destiné au Registre cantonal du commerce.

Ce message comprend les points suivants:

1. Rappel de la situation
2. Programme des locaux
3. Descriptif du projet
4. Estimation des coûts
5. Exécution et délais
6. Referendum financier
7. Conclusion

1. RAPPEL DE LA SITUATION

Par motion déposée le 24 novembre 1998 (*BGC* 1998 p. 1446) et développée le 2 février 1999 (*BGC* 1999 p. 106), le député Charles-Antoine Hartmann a demandé que les registres du commerce situés dans les districts et tenus par les greffiers et greffières des tribunaux d'arrondissement soient réunis en un seul office cantonal sous la responsabilité d'un ou d'une préposé-e disposant de la formation juridique adéquate. A l'appui de sa motion, il a énuméré les inconvénients du système actuel ainsi que les avantages d'un office cantonal du registre du commerce. Dans sa réponse (*BGC* 1999 p. 400), le Conseil d'Etat a accepté la motion; il a fait siens les arguments développés par le motionnaire tout en relevant d'autres avantages d'une telle centralisation.

Le Grand Conseil a pris en considération la motion par 65 voix sans opposition et des abstentions et a chargé le Conseil d'Etat de l'élaboration d'un projet de loi visant à la cantonalisation du registre du commerce.

Le 7 mars 2001, le Grand Conseil a adopté la loi sur l'Office cantonal du registre du commerce. Cette loi dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2003, prévoit que le registre du commerce est tenu de manière centralisée pour l'ensemble du canton. Dans le message au Grand Conseil, le Conseil d'Etat a précisé que le siège de ce nouvel office serait à Fribourg, que les nouveaux locaux prévus pour le Tribunal de la Sarine (L'Industrielle) permettraient d'abriter le futur office cantonal. Le message N° 203 du 6 janvier 2000 accompagnant le projet de décret relatif à l'acquisition, la transformation et l'aménagement d'un bâtiment à Fribourg destiné aux Archives de l'Etat et au Tribunal d'arrondissement de la Sarine mentionnait à la page 12:

«L'extrémité Est du bâtiment affectée aujourd'hui en bureaux constitue une réserve de surface pour accueillir éventuellement le Registre du commerce si ce dernier venait à être centralisé à Fribourg».

La concrétisation de cette intention fait l'objet du présent message.

2. PROGRAMME DES LOCAUX

Le programme des locaux doit répondre aux besoins suivants:

- Offrir une place de travail à chaque employé du Registre du commerce.
- Permettre l'archivage des documents.
- Avoir une réserve de surface non aménagée pour des bureaux supplémentaires.

Il sera réparti comme suit:

- | | |
|-----------------------|---|
| Sous-sol: | – 2 locaux d'archivage (25,8 + 25,2 m ²) |
| Rez-de-chaussée: | – Entrée principale
– 1 local d'archivage (28 m ²) |
| Etage intermédiaire: | – Local de pause |
| 2 ^e étage: | – bureau réception-secrétariat (44,6 m ²)
– 2 bureaux (26,5 et 26,7 m ²)
– 1 local attente (env. 17 m ²)
– 1 local matériel (3,5 m ²)
– 1 WC-lavabo
– 1 porte d'accès pour handicapés (via les Archives de l'Etat) |
| 3 ^e étage: | – bureau du préposé (35,9 m ²)
– bureau du substitut (26,9 m ²)
– bureau (27,9 m ²)
– local pour serveur informatique et réserve de matériel
– 1 WC-lavabo |
| 4 ^e étage: | – Combles (env. 100 m ²) (Archives ou réserve pour bureaux supplémentaires, non aménagés) |

3. DESCRIPTIF DU PROJET

Les travaux de transformation et d'aménagement des locaux sont prévus à l'angle Est du bâtiment dit «de L'Industrielle» du côté de la rue Chaillet. Ils s'inscrivent parfaitement dans la continuité des travaux entrepris sur l'immeuble principal pour abriter les Archives de l'Etat et le Tribunal d'arrondissement de la Sarine. L'entrée existante de cette partie du bâtiment sera maintenue pour le Registre du commerce.

L'intervention prévoit les travaux de construction suivants:

- | | |
|--|---|
| Gros œuvre: | – Modifications de parois intérieures pour obtenir des surfaces correspondantes au programme des locaux.
– Assainissement total de la toiture et isolation thermique des combles, pose de fenêtres de toiture de façon à rendre les surfaces des combles utilisables au besoin. |
| Façades: | – Remplacement de toutes les fenêtres et portes-fenêtres et pose de verres isolants thermiques et phoniques.
– Réfection de la peinture.
– Remplacement des stores à rouleaux par de nouveaux stores à lamelles. |
| Installations électricité, chauffage, ventilation, sanitaires: | – Remplacement et mise en conformité de toutes les installations électriques, courant fort et faible.
– Remplacement de toute la distribution de chauffage par un nouveau groupe complet alimenté par la nouvelle centrale des Archives.
– Ventilation WC et alimentation du local serveur.
– Remplacement de toutes les conduites et tous les appareils sanitaires. |
| Aménagements intérieurs: | – Réfection des enduits de parois et peinture.
– Remplacement de toutes les portes.
– Pose d'un meuble de réception.
– Pose de faux plafonds dans les bureaux. |
| Revêtements de sols: | – Pose de parquets dans les bureaux.
– Pose de linoléum dans les halls. |

4. ESTIMATION DES COÛTS

Travaux de transformation et d'aménagement

Estimation des coûts selon CFC (code des frais de construction)

CFC Travaux	Montant en francs	Montant total en francs
1. Travaux préparatoires		7 000
13 Installations de chantier en commun	7 000	
2. Bâtiment		1 064 500
21 Gros œuvre 1	255 000	
22 Gros œuvre 2	167 000	
23 Installations électriques	74 800	
24 Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (install.)	85 700	
25 Installations sanitaires	34 200	
27 Aménagements intérieurs 1	128 000	
28 Aménagements intérieurs 2	159 000	
29 Honoraires	160 800	
3. Equipements d'exploitation		39 000
36 Installations de transport, installations de stockage	35 000	
38 Aménagements intérieurs 2	4 000	
4. Aménagements extérieurs		5 000
46 Petits tracés	5 000	
5. Frais secondaires et comptes d'attente		26 500
51 Autorisations, taxes	10 000	
52 Echantillons, maquettes, reproductions, documents	15 500	
56 Autres frais secondaires	1 000	
8. Divers et imprévus		40 000
81 Divers et imprévus	40 000	
9. Ameublement et décoration		40 000
90 Meubles	40 000	
TOTAL		1 222 000

Calcul des surfaces et du volume SIA

Surfaces	Nettes	Brutes
Sous-sol	51,0 m ²	80,1 m ²
Rez-de-chaussée	28,0 m ²	63,4 m ²
Etage intermédiaire	28,8 m ²	49,2 m ²
1 ^{er} étage	—	—
2 ^e étage	123,7 m ²	156,6 m ²
3 ^e étage	129,0 m ²	156,6 m ²
Combles	99,6 m ²	156,6 m ²
Totaux	460,1 m²	662,5 m²

Cube SIA

Sous-sol	80,1 m ² x 2,8 =	224,30 m ³
	3,6 m ² x 1,2 =	4,30 m ³
Rez-de-chaussée	63,4 m ² x 2,6 =	164,80 m ³
Etage intermédiaire	49,2 m ² x 2,3 =	113,20 m ³
1 ^{er} étage	—	—
2 ^e étage	156,6 m ² x 2,8 =	438,50 m ³
	4,0 m ² x 1,5 =	6,00 m ³
3 ^e étage	156,6 m ² x 2,0 =	438,50 m ³
	6,2 m ² x 1,5 =	9,30 m ³
Combles	156,6 m ² x 2,6 =	407,10 m ³
Toiture	69,6 m ² x 1,0 =	69,60 m ³
		1 875,60 m³

Prix au m² surface brute (SBP)

CFC 1 + 2 = Fr. 1 071 500.-: 662,50 m² = **Fr. 1 617,35 / m²**

Prix au m³ SIA

CFC 1 + 2 = Fr. 1 071 500.-: 1 875,60 m³ = **Fr. 571,30 / m³**

La réunion des Registres du commerce situés dans les districts permettra l'abandon des locaux loués à la Grand-Rue à Fribourg, entraînant ainsi une économie de location de 17 712 francs par année.

Dans les autres chefs-lieux de district, la fonction du préposé au Registre du commerce était assumée par le gref-

fier du tribunal d'arrondissement secondé par une secrétaire.

La place de travail aménagée à l'intérieur d'un bureau commun à plusieurs utilisateurs sera donc maintenue pour les personnes qui restent en place.

5. EXÉCUTION ET DÉLAIS

En cas d'acceptation du présent décret, les travaux de transformation et d'aménagement pourront débiter après la libération des locaux par le dernier locataire, soit à partir du 1^{er} janvier 2003. Ils s'inscriront dans la continuité des travaux pour les Archives de l'Etat et le Tribunal d'arrondissement de la Sarine et se termineront à la fin juin 2003. Jusqu'à cette date, le Registre du commerce est maintenu provisoirement à la Grand-Rue 58 et 63 à Fribourg dans un immeuble loué par l'Etat.

6. REFERENDUM FINANCIER

Le coût des travaux de transformation et d'aménagement s'élève à 1 222 000 francs. Il est inférieur à la limite au-delà de laquelle toute nouvelle dépense est soumise au referendum facultatif.

Le décret relatif à l'ouverture de crédit d'engagement n'est donc pas soumis au referendum financier facultatif.

7. CONCLUSION

Le projet de décret qui vous est soumis doit permettre une amélioration et une rationalisation de l'accomplissement des tâches du Registre du commerce.

Le projet n'entraîne pas d'autres conséquences financières que celles indiquées dans le projet de décret, ni l'engagement de personnel supplémentaire. Il ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes et ne concerne pas une matière régie par le droit européen.

Le Conseil d'Etat vous invite dès lors à adopter ce projet.

Annexes: plans (9)

BOTSCHAFT Nr. 33 1. Oktober 2002
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für den Um- und Ausbau des Gebäudes «L'Industrielle» an der Route des Arsenaux 17 in Fribourg für das kantonale Handelsregisteramt

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über den Umbau und den Ausbau des Gebäudes an der Zeughausgasse 17, in Fribourg (ehemals «L'Industrielle»-Gebäude), für das kantonale Handelsregisteramt. Diese Botschaft umfasst folgende Kapitel:

1. Überblick
2. Raumprogramm
3. Projektbeschreibung
4. Kostenschätzung
5. Ausführung und Fristen

6. Finanzreferendum

7. Schlussfolgerung

1. ÜBERBLICK

In der am 24. November 1998 eingereichten (TGR 1998 S. 1446) und am 2. Februar 1999 begründeten (TGR 1999 S. 106) Motion verlangte Grossrat Charles-Antoine Hartmann, dass die Handelsregister der verschiedenen Bezirke, die von den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern der Bezirksgerichte geführt werden, in einem einzigen Kantonsamt unter der Verantwortung eines Registerführers oder einer Registerführerin mit einer angemessenen juristischen Ausbildung zentralisiert werden. Zur Untermauerung seiner Motion hat er die Nachteile des gegenwärtigen Systems sowie die Vorteile eines kantonalen Handelsregisteramtes aufgelistet.

In seiner Antwort (TGR 1999, S. 400) hat der Staatsrat die Motion angenommen, wobei er die vom Verfasser der Motion begründeten Argumente übernommen und zusätzliche Vorteile einer solchen Zentralisierung hervorgehoben hat.

Der Grosse Rat hat die Motion mit 65 Stimmen, ohne Gegenstimmen und mit Enthaltungen, erheblich erklärt und den Staatsrat mit der Ausarbeitung eines Gesetzesentwurfs zur Bildung eines einzigen Handelsregisters für den ganzen Kanton beauftragt.

Am 7. März 2001 hat der Grosse Rat das Gesetz über das kantonale Handelsregisteramt verabschiedet. Dieses Gesetz, das am 1. Januar 2003 in Kraft treten wird, sieht eine zentrale Führung des Handelsregisters für den ganzen Kanton vor. In seiner Botschaft an den Grossen Rat hielt der Staatsrat fest, dass der Sitz dieses neuen Amtes in Freiburg sein wird und dass das zukünftige Kantonsamt in den neuen, für das Bezirksgericht Saane vorgesehenen Räumlichkeiten (im «L'Industrielle»-Gebäude) untergebracht werden kann.

Die Botschaft Nr. 203 vom 6. Januar 2000 zum Dekretsentswurf über den Erwerb, den Umbau und den Ausbau eines Gebäudes in Freiburg für das Staatsarchiv und das Bezirksgericht Saane hielt auf S. 12 fest:

«Der gegenwärtig für Büros genutzte Ostteil des Gebäudes stellt eine Flächenreserve dar, die später vom Handelsregister genutzt wird, sofern dieses in Freiburg zentralisiert wird.»

Mit der vorliegenden Botschaft soll dieses Vorhaben konkretisiert werden.

2. RAUMPROGRAMM

Das Raumprogramm muss folgenden Bedürfnissen entsprechen:

- Arbeitsplatzangebot für jede Angestellte / jeden Angestellten des Handelsregisters;
- Archivierungsmöglichkeiten der Dokumente;
- Verfügbarkeit einer nicht ausgebauten Flächenreserve für zusätzliche Büros.

Das Raumangebot wird wie folgt aufgeteilt:

Untergeschoss:	– 2 Archivräume (25,8 + 25,2 m ²)
Erdgeschoss:	– Haupteingang – 1 Archivraum (28 m ²)
Zwischengeschoss:	– Pausenzimmer
2. Stock:	– Empfangsbüro-Sekretariat (44,6 m ²) – 2 Büros (26,5 und 26,7 m ²)

- 1 Warteraum (zirka 17 m²)
- 1 Materialraum (3,5 m²)
- 1 WC/Lavabo
- 1 behindertengerechter Eingang (via Staatsarchiv)

3. Stock:
- Büro der Registerführerin / des Registerführers (35,9 m²)
 - Büro des Substituten (26,9 m²)
 - Büro (27,9 m²)
 - Raum für den Informatikserver und die Materialreserve
 - 1 WC/Lavabo

4. Stock:
- Dachgeschoss (zirka 100 m², für Archivraum oder Reserve für zusätzliche Büros, nicht ausgebaut)

3. PROJEKTBESCHREIBUNG

Die Um- und Ausbaurbeiten der Räumlichkeiten sind im Ostteil des «L'Industrielle» genannten Gebäudes auf der Seite der Chailetgasse vorgesehen. Sie gliedern sich problemlos in die am Hauptgebäude ausgeführten Arbeiten für die Unterbringung des Staatsarchivs und des Bezirksgerichts Saane ein. Der bestehende Eingang in diesem Gebäudeteil wird für das Handelsregisteramt beibehalten.

Das Vorhaben sieht die Ausführung folgender Bauarbeiten vor:

- Rohbau:
- Verschieben oder Verändern der Innenwände, um eine dem Raumprogramm entsprechende Fläche zu gewinnen;
 - Totalsanierung der Dachabdeckung und der thermischen Isolation im Dachgeschoss, Installation von Dachflächenfenstern für eine allfällige Nutzung des Dachgeschosses.
- Fassaden:
- Ersetzen aller Fenster und Fenstertüren sowie Einbau von Wärmeisolations- und Schallschutzgläsern;
 - Malerarbeiten;
 - Ersetzen der Rollläden mit neuen Lamellenstoren.
- Elektrische Installationen, Heizung, Lüftung, sanitäre Anlagen:
- Ersetzen und Anpassen aller elektrischen Anlagen, Stark- und Schwachstrom;
 - vollständige Ersetzung der Heizverteilung durch eine neue Heizgruppe, die vollständig von der neuen Heizzentrale des Staatsarchivs versorgt wird;
 - WC-Lüftung und Versorgung des Serverraums;
 - Ersetzen aller Leitungen und aller Sanitärgegenstände.
- Innenausstattung:
- Instandstellung des Wandverputzes und Malerarbeiten;
 - Ersetzen aller Türen;
 - Installation einer Empfangstheke;
 - Installation von Zwischendecken in den Büros.
- Bodenbeläge:
- Verlegen des Parkettbodens in den Büros;
 - Verlegen von Linoleumböden in den Räumen.

4. KOSTENSCHÄTZUNG

Um- und Ausbaurbeiten

Schätzung nach dem Baukostenplan (BKP)

BKP Arbeiten	Betrag in Fr.	Gesamtbetrag in Fr.
1. Vorbereitungsarbeiten		7 000
13 Gemeinsame Baustelleneinrichtungen	7 000	
2. Gebäude		1 064 500
21 Rohbau 1	255 000	
22 Rohbau 2	167 000	
23 Elektrische Installationen	74 800	
24 Heizung, Lüftung, Klimaanlage (Installation)	85 700	
25 Sanitäranlagen	34 200	
27 Innenausstattung 1	128 000	

28	Innenausstattung 2	159 000	
29	Honorare	160 800	
3.	Betriebseinrichtungen		39 000
36	Transport- und Lagereinrichtungen	35 000	
38	Innenausstattung 2	4 000	
4.	Umgebungsarbeiten		5 000
46	Kleinere Trassenbauten	5 000	
5.	Nebenkosten und Übergangskonti		26 500
51	Bewilligungen, Gebühren	10 000	
52	Stichproben, Modelle, Reproduktionen, Dokumente	15 500	
56	Andere Nebenkosten	1 000	
8.	Verschiedenes und Unvorhergesehenes		40 000
81	Verschiedenes und Unvorhergesehenes	40 000	
9.	Einrichtung und Dekoration		40 000
90	Mobiliar	40 000	
TOTAL			1 222 000

Flächen- und Volumenberechnung SIA

Flächen	Netto	Brutto
Untergeschoss	51,0 m ²	80,1 m ²
Erdgeschoss	28,0 m ²	63,4 m ²
Zwischengeschoss	28,8 m ²	49,2 m ²
1. Stock	—	—
2. Stock	123,7 m ²	156,6 m ²
3. Stock	129,0 m ²	156,6 m ²
Dachgeschoss	99,6 m ²	156,6 m ²
Total	460,1 m²	662,5 m²

Kubikinhalt SIA

Untergeschoss	80,1 m ² x 2,8 =	224,30 m ³
	3,6 m ² x 1,2 =	4,30 m ³
Erdgeschoss	63,4 m ² x 2,6 =	164,80 m ³
Zwischengeschoss	49,2 m ² x 2,3 =	113,20 m ³
1. Stock	—	—
2. Stock	156,6 m ² x 2,8 =	438,50 m ³
	4,0 m ² x 1,5 =	6,00 m ³
3. Stock	156,6 m ² x 2,0 =	438,50 m ³
	6,2 m ² x 1,5 =	9,30 m ³
Dachgeschoss	156,6 m ² x 2,6 =	407,10 m ³
Dachabdeckung	69,6 m ² x 1,0 =	69,60 m ³
		1 875,60 m³

Preis pro m² Bruttofläche (BGF)

BKP 1 + 2 = Fr. 1 071 500.-: 662,50 m² = **Fr. 1 617.35 / m²**

Preis pro m³ SIA

BKP 1 + 2 = Fr. 1 071 500.-: 1 875,60 m³ = **Fr. 571.30 / m³**

Durch die Zusammenfassung der Handelsregister der einzelnen Bezirke können die gemieteten Räumlichkeiten an der Reichengasse in Freiburg aufgegeben werden, was einer jährlichen Mietersparnis von 17 712 Franken entspricht.

In den anderen Bezirkshauptorten wurde die Funktion der Registerführer vom Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts mit der Unterstützung einer Sekretärin ausgeübt.

Die Arbeitsplätze dieser Personen, die in Büros für mehrere Benutzer eingerichtet sind, bleiben daher erhalten.

5. AUSFÜHRUNG UND FRISTEN

Bei Annahme des vorliegenden Dekrets können die Um- und Ausbauarbeiten in den Räumlichkeiten nach dem Wegzug des letzten Mieters begonnen werden, d.h. ab dem 1. Januar 2003. Die Arbeiten schliessen an die Bauarbeiten für das Staatsarchiv und das Bezirksgericht Saane an und werden Ende Juni 2003 abgeschlossen sein. Bis zu diesem Datum wird das Handelsregister provisorisch an der Reichengasse 58 und 63 in Freiburg in einem vom Staat gemieteten Gebäude untergebracht.

6. FINANZREFERENDUM

Die Um- und Ausbaukosten belaufen sich auf 1 222 000 Franken. Sie liegen somit unter jener Grenze, über der jede neue Ausgabe dem fakultativen Referendum untersteht.

Demzufolge untersteht das Dekret betreffend den Verpflichtungskredit nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

7. SCHLUSSFOLGERUNG

Der Ihnen unterbreitete Dekretsentwurf bietet die Möglichkeit einer besseren und rationelleren Erfüllung der Aufgaben des Handelsregisters.

Das Vorhaben hat weder zusätzliche finanzielle Auswirkungen zu jenen, die im Dekretsentwurf dargelegt sind, noch erfordert es die Einstellung von zusätzlichem Personal. Es ändert auch nicht die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden und betrifft keinen vom europäischen Recht geregelten Bereich.

Demzufolge beantragt Ihnen der Staatsrat, dieses Vorhaben anzunehmen.

Beilagen: Pläne (9)

PLAN DE SITUATION POUR ENQUETE

COMMUNE: FRIBOURG

Plan 54

Echelle 1:500

Propriétaire: Fribourg, l'Etat (Département des bâtiments)

Date 4 octobre 2002

Mention AF: non

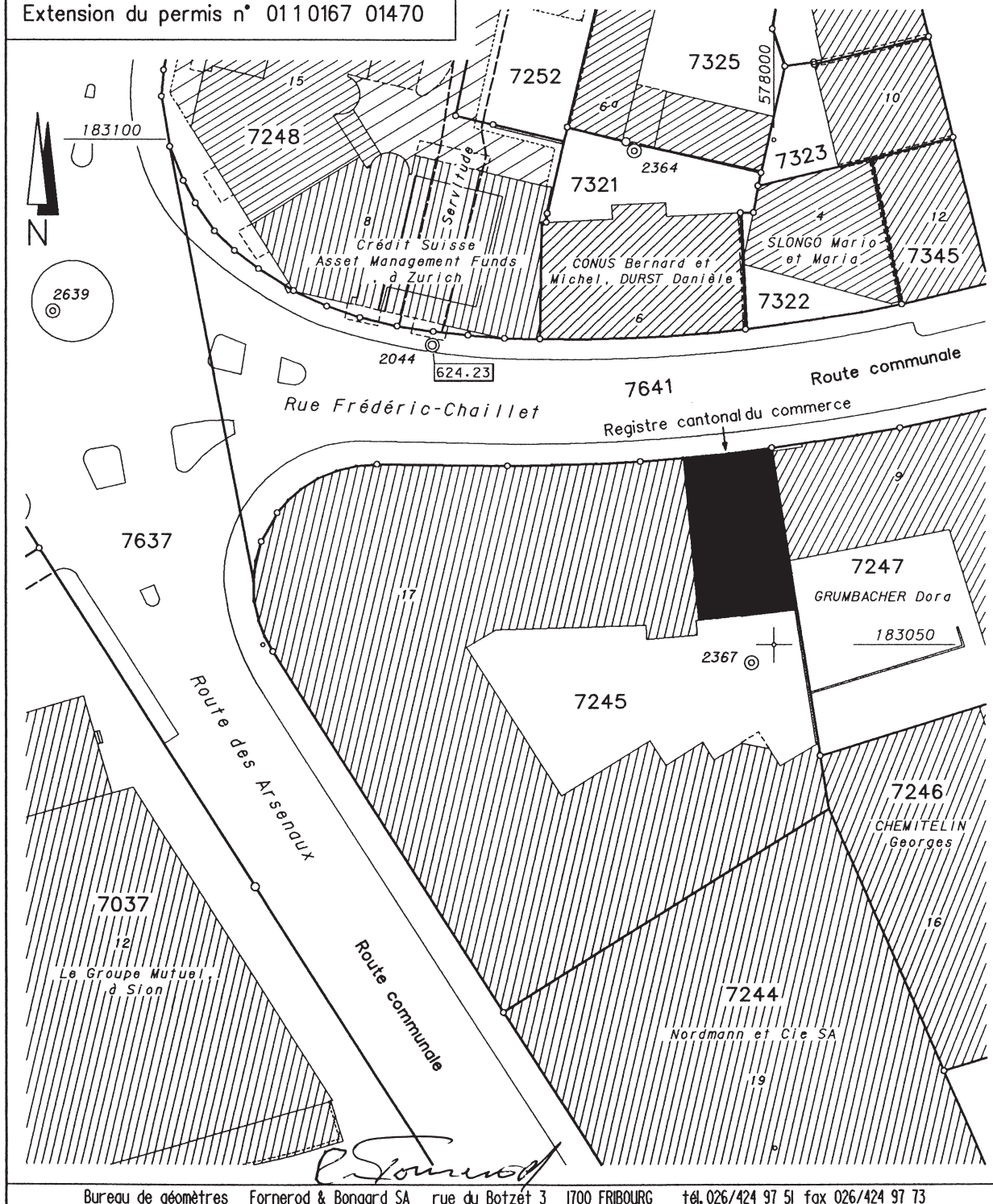
Article: 7245

Surface: 2156 m2

Coordonnées: Y=577990 X=183060

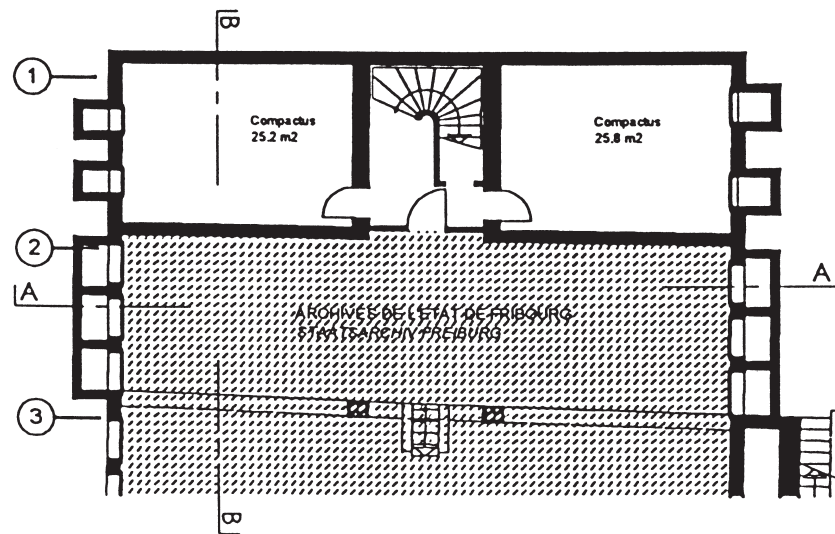
Diffusion 008/01.01.02/000

Extension du permis n° 011 0167 01470

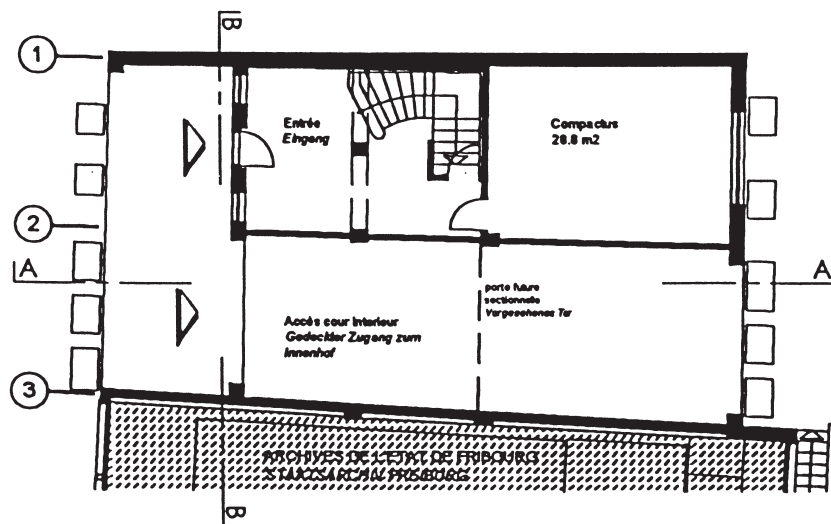


Bureau de géomètres Fornerod & Bongard SA rue du Botzet 3 1700 FRIBOURG tél. 026/424 97 51 fax 026/424 97 73

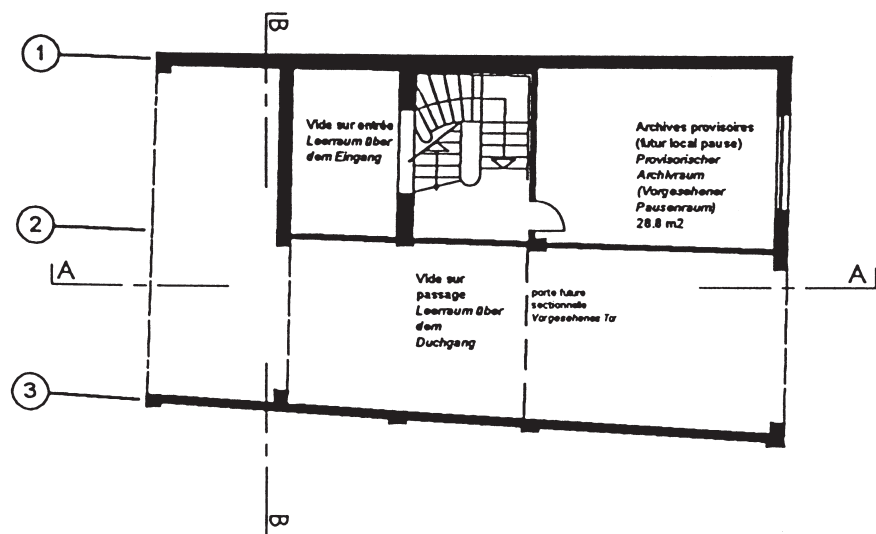
Réf. 6M.dgn / SF



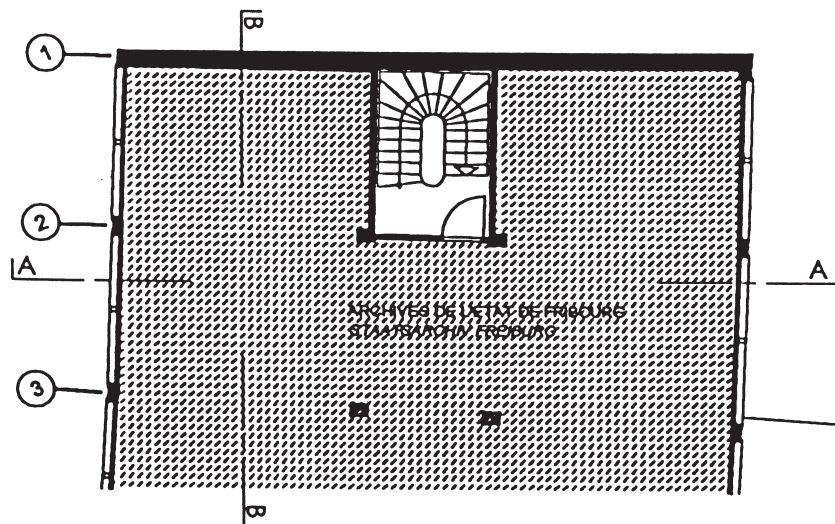
SOUS-SOL / UNTERGESCHOSS



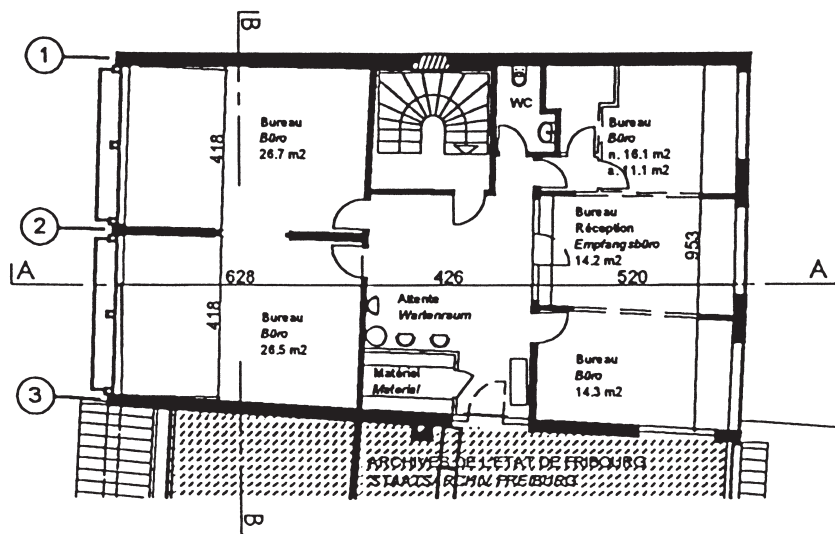
REZ-DE-CHAUSSEE / ERDGESCHOSS



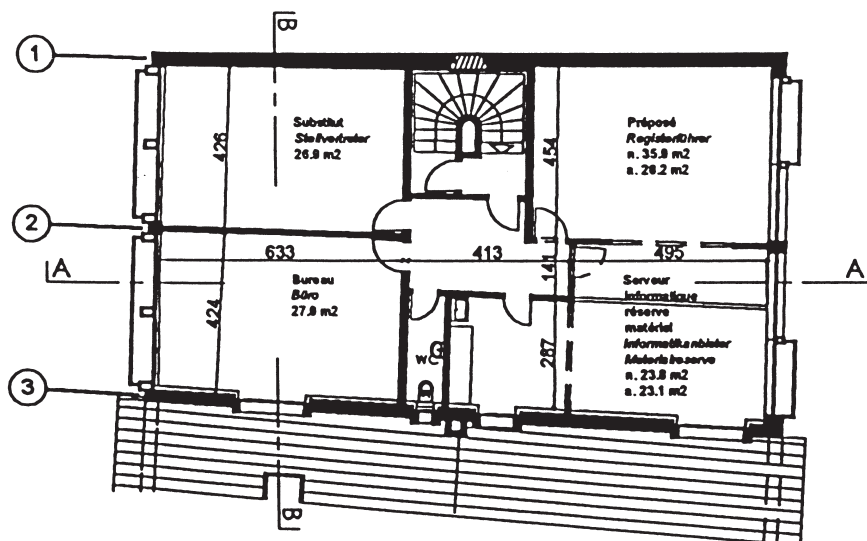
ETAGE INTERMEDIAIRE /
ZWISCHENGESCHOSS



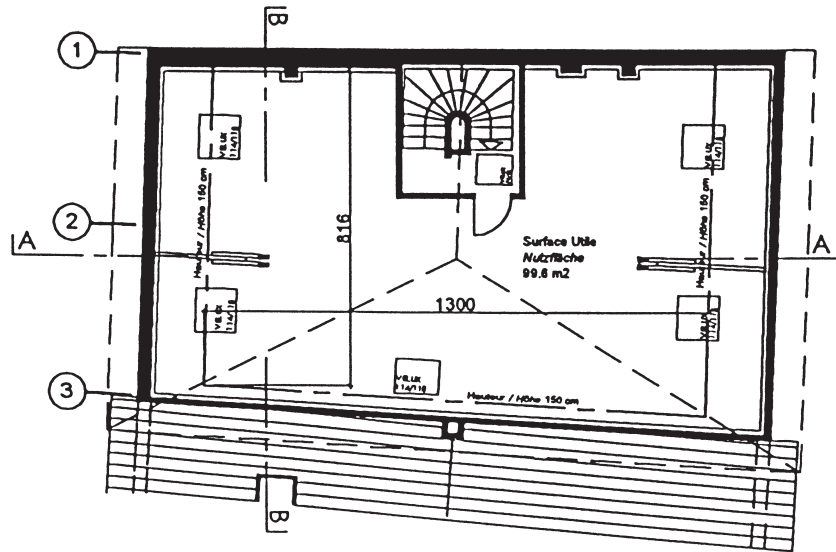
1er ETAGE / 1. STOCK



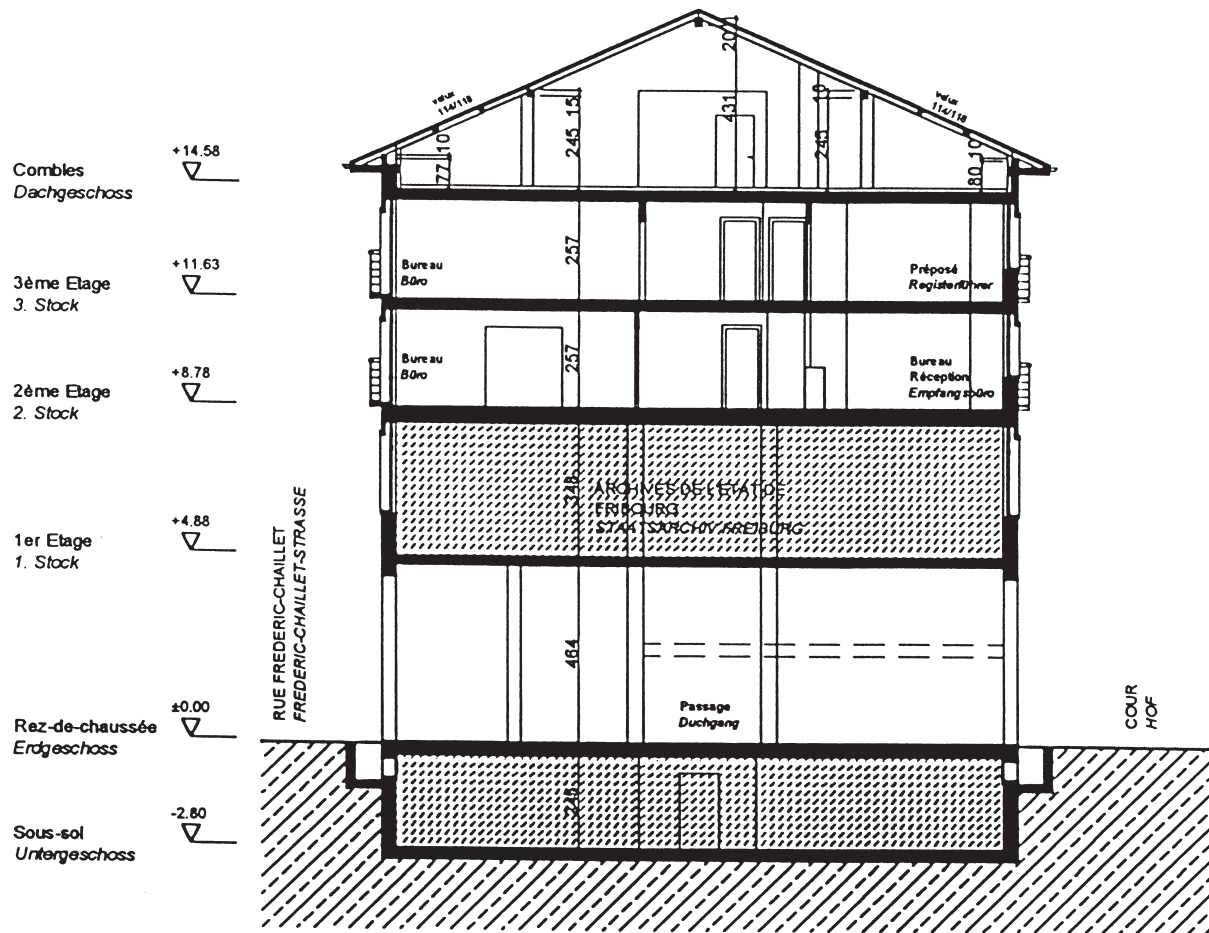
2ème ETAGE / 2. STOCK



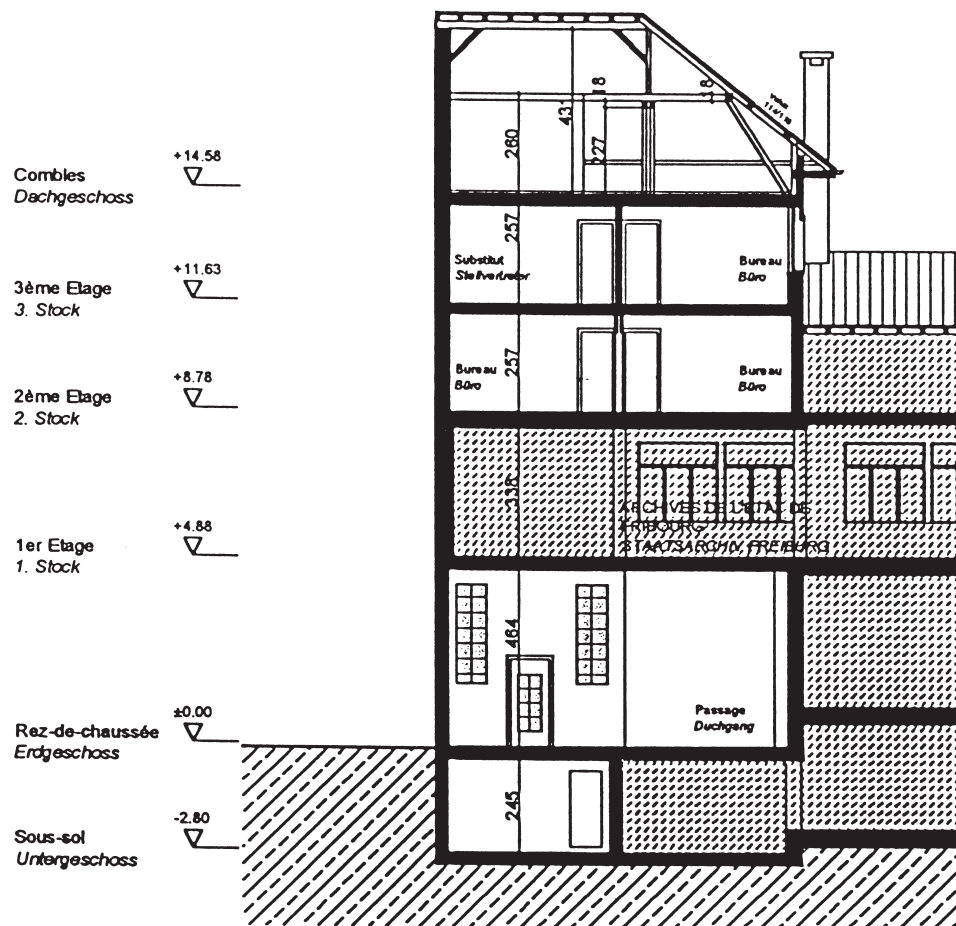
3ème ETAGE / 3. STOCK



COMBLES / DACHGESCHOSS



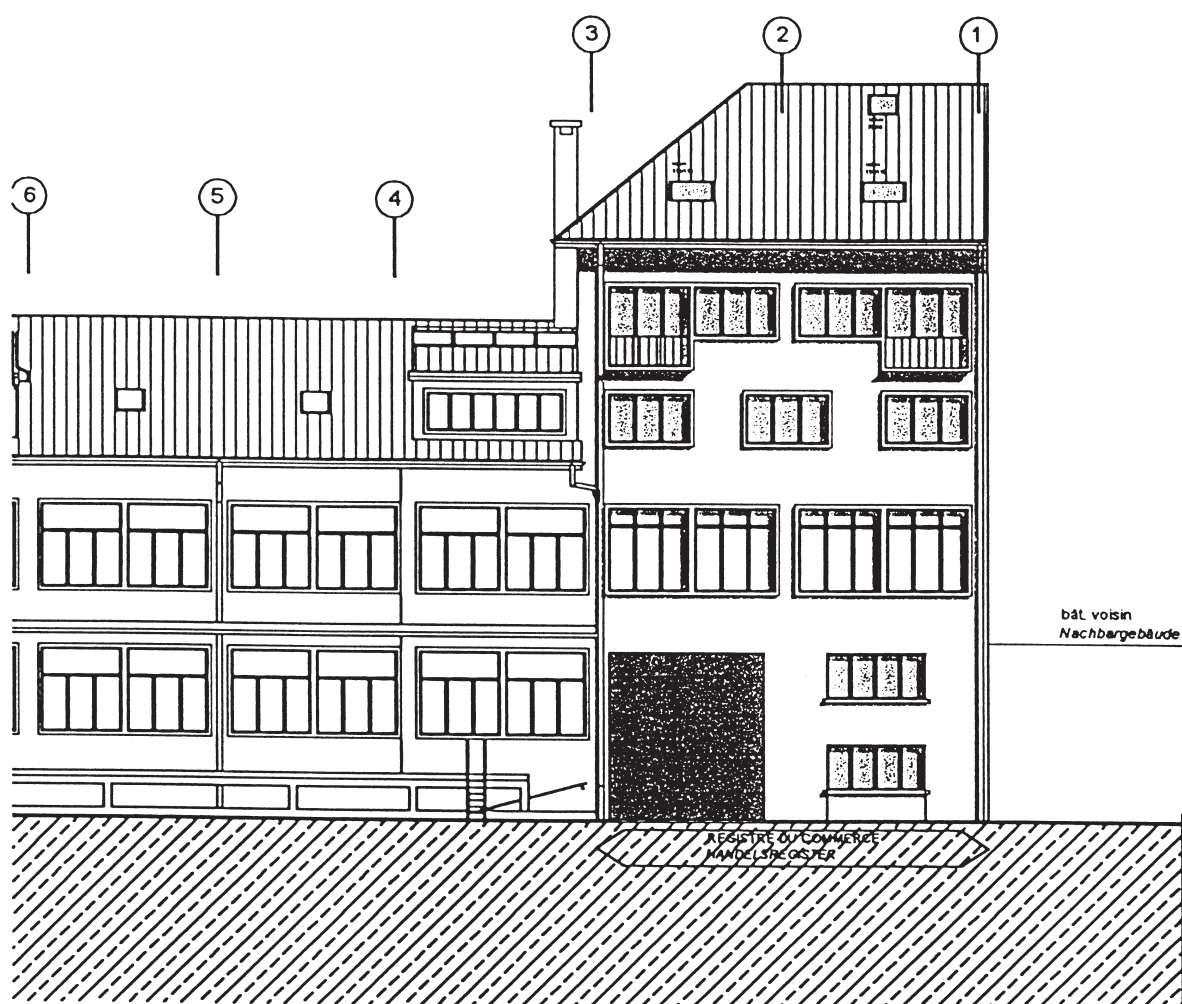
COUPE A-A / SCHNITT A-A



COUPE B-B / SCHNITT B-B



FACADE RUE FREDERIC-CHAILLET /
FASSADE FREDERIC-CHAILLET-STRASSE



FACADE COTE COUR / HOFSEITEFASSADE

Décret

du

**relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement
pour la transformation et l'aménagement du bâtiment
L'Industrielle sis à la route des Arsenaux 17, à Fribourg,
et destiné au Registre cantonal du commerce**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;
Vu le message du Conseil d'Etat du 1^{er} octobre 2002;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

La transformation et l'aménagement du bâtiment L'Industrielle sis à la route des Arsenaux 17, à Fribourg, et destiné au Registre cantonal du commerce sont approuvés.

Art. 2

Le coût de la réalisation est estimé à 1 222 000 francs (valeur au 1^{er} avril 2002).

Art. 3

Un crédit d'engagement de 1 222 000 francs est ouvert auprès de la Trésorerie d'Etat en vue du financement des travaux de transformation et d'aménagement.

Art. 4

Les crédits nécessaires aux travaux de transformation et d'aménagement seront portés au budget financier, sous la rubrique 3850/503.001 «Achats d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret

vom

**über einen Verpflichtungskredit für den Um- und Ausbau
des Gebäudes «L'Industrielle» an der Route des Arsenaux 17
in Freiburg für das kantonale Handelsregisteramt**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;
nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 1. Oktober 2002;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Um- und Ausbauarbeiten für das Gebäude «L'Industrielle» an der Route des Arsenaux 17 in Freiburg für das kantonale Handelsregisteramt werden genehmigt.

Art. 2

Die Kosten wurden auf 1 222 000 Franken veranschlagt (Wert am 1. April 2002).

Art. 3

Zur Finanzierung der Um- und Ausbauarbeiten wird beim Staatsschatzamt ein Verpflichtungskredit von 1 222 000 Franken eröffnet.

Art. 4

Die für die Um- und Ausbauarbeiten erforderlichen Kredite werden in den Finanzvoranschlag, Kostenstelle 3850/503.001 «Immobilienkäufe», eingetragen und nach den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 5

¹ Le coût global des travaux de transformation et d'aménagement est estimé sur la base de l'indice zurichois du coût de la construction au 1^{er} avril 2002 (indice 110,0 pts).

² Ce coût sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice général zurichois du coût de la construction survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations et diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

Art. 6

Les dépenses seront réactivées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 7

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui n'a pas de portée générale.

² Ce décret n'est pas soumis au referendum financier facultatif.

Art. 5

¹ Die Gesamtkosten der Um- und Ausbauarbeiten wurden auf der Grundlage des Zürcher Baukostenindex vom 1. April 2002 (Index 110,0 Punkte) veranschlagt.

² Diese Kosten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des Zürcher Baukostenindex, die zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte stattfindet;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

Art. 6

Die Ausgaben werden in der Staatsbilanz reaktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates getilgt.

Art. 7

¹ Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt, das nicht allgemein verbindlich ist.

² Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum.